

Convention collective départementale

**IDCC : 923. – MÉTALLURGIE
(Charente-Maritime)
(27 décembre 1976)**

(Etendue par arrêté du 20 janvier 1979,
Journal officiel du 18 mars 1979)

ACCORD DU 27 JUIN 2011

RELATIF AUX TAUX DE GARANTIE ANNUELS ET À LA VALEUR DU POINT

NOR : ASET1151285M
IDCC : 923

Entre :

L'UIMM de la Charente-Maritime,

D'une part, et

Le syndicat des métaux CGT-FO de la Charente-Maritime ;

Le syndicat des métaux CFE-CGC de la Charente-Maritime ;

Le syndicat des métaux CFDT de la Charente-Maritime,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus par l'avenant du 19 avril 1991 conclu entre l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Charente-Maritime (UIMM 17) et les syndicats CFDT et FO des métaux de la Charente-Maritime sont fixés pour l'année 2011 par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituant la rémunération annuelle effective garantie (RAEG) en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Le présent barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Le présent barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Article 2

La valeur du point qui détermine les salaires minimaux hiérarchiques, base de calcul des primes d'ancienneté, est fixée à compter du 1^{er} janvier 2012 à : 5,18 €.

Le barème, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 est annexé au présent avenant.

Ce barème tient compte des majorations des salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers (5 %) et de celles des salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier (7 %) prévues par la convention collective de la métallurgie du département de la Charente-Maritime.

Article 3

Le présent avenant sera déposé à la direction du travail et de l'emploi de la Charente-Maritime ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 4

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent accord.

Fait à La Rochelle, le 27 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels applicable pour l'année 2011

Base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire
de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MONTANT
V	3 2 1	395	28 900
		365	26 450
		335	24 485
		305	22 420
IV		285	20 985
		270	19 920
		255	18 855
III		240	17 790
		225	17 310
		215	17 152
II		190	16 800
		180	16 710
		170	16 675
I		155	16 575
		145	16 561
		140	16 545

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point : 5,18 €, à compter du 1^{er} janvier 2012

Base : 35 heures, soit 151,67 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	OUVRIERS	ADMIN. et techniciens	AGENTS de maîtrise
I	1	140	1 725,20	725,20	
	2	145	2 751,10	751,10	
	3	155	3 802,90	802,90	
II	1	170	P1 880,60	880,60	
	2	180		932,40	
	3	190	P2 984,20	984,20	
III	1	215	P3 1 113,70	1 113,70	AM1 1 113,70
	2	225		1 165,50	
	3	240	TA1 1 243,20	1 243,20	AM2 1 243,20
IV	1	255	TA2 1 320,90	1 320,90	AM3 1 320,90
	2	270	TA3 1 398,60	1 398,60	
	3	285	TA4 1 476,30	1 476,30	AM4 1 476,30
V	1	305		1 579,90	AM5 1 579,90
	2	335		1 735,30	AM6 1 735,30
	3	365		1 890,70	AM7 1 890,70
	4	395		2 046,10	AM8 2 046,10

Conformément à l'accord du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier, relatif à des garanties applicables aux ouvriers dans notre convention collective, les ouvriers bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques, selon barème suivant :

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
I	1	140	725,20	36,26	761,46
	2	145	751,10	37,56	788,66
	3	155	802,90	40,15	843,05
II	1	170	880,60	44,03	924,63
	2	180			
	3	190	984,20	49,21	1 033,41

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
III	1	215	1 113,70	55,69	1 169,39
	2	225			
	3	240	1 243,20	62,16	1 305,36
IV	1	255	1 320,90	66,05	1 386,95
	2	270	1 398,60	69,93	1 468,53
	3	285	1 476,30	73,82	1 550,12

Conformément à l'article 3 de l'accord du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980, modifiant le protocole d'accord de septembre 1974 dans notre convention collective, les agents de maîtrise bénéficient d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Le barème à utiliser pour les agents de maîtrise est le suivant :

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
	1	215	1 113,70	77,96	1 191,66
	3	240	1 243,20	87,02	1 330,22
	1	255	1 320,90	92,46	1 413,36
	3	285	1 476,30	103,34	1 579,64
V	1	305	1 579,90	110,59	1 690,49
	2	335	1 735,30	121,47	1 856,77
	3	365	1 890,70	132,35	2 023,05
	4	395	2 046,10	143,23	2 189,33